

**Lutte contre le terrorisme - Conseil  
de défense et de sécurité nationale -  
Communiqué de la présidence de la  
République**

(Paris, 07 juin 2017)

Le président de la République a réuni le conseil de défense et de sécurité nationale.

Le conseil de défense et de sécurité nationale a pris connaissance des premières conclusions de l'enquête sur l'attaque terroriste perpétrée à Londres dans la nuit du 3 au 4 juin. Il en a examiné les implications pour la sécurité et la protection de nos concitoyens.

Le président de la République a demandé que tous les moyens nécessaires continuent à être mobilisés pour apporter l'aide utile aux services britanniques et concourir au soutien de nos compatriotes impliqués et de leur famille.

Le conseil a examiné les décisions d'organisation et les dispositions législatives envisagées, en vue de renforcer le dispositif de lutte contre le terrorisme.

Le conseil a arrêté l'organisation de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme et, en son sein, du centre national de contre-terrorisme.

Le président de la République a indiqué que cette instance, placée sous son autorité, devait accroître l'efficacité de la protection contre la menace terroriste forte et durable à laquelle la France est confrontée, en assurant une coordination plus forte et un pilotage renforcé des services engagés. Elle a vocation à organiser une action de renseignement plus rapide et ouverte entre services compétents face à la menace terroriste.

La coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme sera confiée à M. Pierre de Bousquet de Florian. Sa nomination interviendra lors du conseil des ministres du 21 juin prochain, en même temps que celles du directeur général de la sécurité intérieure (DGSI), M. Laurent Nunez, et du directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), M. Bernard Émié. Cette nouvelle équipe aura la responsabilité opérationnelle du renseignement sous l'autorité des ministres compétents.

Le conseil a revu le projet de loi visant à renforcer et stabiliser l'arsenal législatif de lutte contre le terrorisme, parallèlement au projet de loi de prolongation de l'état d'urgence jusqu'au mois de novembre prochain. Le projet de loi permettra d'introduire dans le droit commun des dispositions concrètes, ciblées et encadrées pour lutter efficacement contre le terrorisme et de réserver le régime de l'état d'urgence à des circonstances exceptionnelles. Il sera présenté au

conseil des ministres du 21 juin prochain et présenté en même temps que la posture Vigipirate arrêtée pour l'été 2017./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)